

1828.

document fait voir l'esprit qui a présidé à la préparation de la requête et l'esprit des uns qui ont proposé ces résolutions. Danger qu'il y a d'encourager un système régulièrement organisé de requêtes; les chefs sont en communication constante avec Hume, sur les conseils duquel le comité a été formé, et, si on l'encourage, l'on ne pourra maintenir l'efficacité du gouvernement colonial, ni maintenir la tranquillité publique. En demandant qu'on n'encourage pas la chose, il désire que les promoteurs de ces requêtes comprennent que leurs représentations à l'égard des affaires publiques seront renvoyées au gouvernement local. C'était, croyait-il, la voie jugée indispensable, et, à venir jus-qu'à l'année dernière, il n'avait jamais su qu'on s'en était écarté; la chose arriva alors dans une affaire remarquable, ce qui eut un effet très préjudiciable, car contrairement à ce qu'on s'attendait, à savoir, que les personnes qui avaient proféré les fausses accusations seraient satisfaites de la concession, le pays n'a jamais été dans un tel état de mécontentement. Depuis le retour de Randal la province a été agitée par des inventeurs de griefs. Les résolutions font voir que si dans leurs enquêtes ils affectent confiance dans les ministres de Sa Majesté ils n'en ont pas au fond et ils ne veulent pas que la population en ait. C'est sur Hume, Holland, Burdette, Brougham, Baring, etc., qu'ils comptent. Il dit ce que sont les promoteurs et soumet les allégués de la requête à un examen serré. 140

20 septembre,
York.

Maitland à Murray (n° 39). Il transmet un livre bleu pour 1827. 161

22 septembre,
York.

Le même au même (n° 40). Il transmet une réclamation de Small qui prétend avoir droit à des arrérages de certains honoraires qu'il touchait à une certaine époque. Il transmet le rapport du conseil sur la requête primitive. Sur la foi de ce rapport, il avait autorisé Small à exiger des honoraires, mais lui avait fait comprendre qu'il ne pouvait se rendre à sa demande quant aux arrérages. 163

13 octobre,
York.

Contenu. Rapport du Conseil exécutif sur la demande de Small. 166
Maitland à Murray (n° 41). Il a communiqué à Hamilton, de Kingston-Mills, le sujet de la dépêche d'Huskisson. Hamilton n'est pas disposé à accepter une concession de terres incultes comme l'équivalent de ses moulins. 171

Hamilton à Hillier. La difficulté d'apprécier la valeur de ses moulins en terres incultes. Il propose de faire l'évaluation de ses moulins sur le principe d'une compensation en argent, la somme devant être prélevé sur le bois pris sur les terres incultes entre les mains de l'arpenteur général des bois et forêts. 173

14 octobre,
York.

Maitland à Murray (n° 42). Les rév. Thomas Phillips et James MacGrath ont demandé une exemption des contributions à payer sur des concessions de terre de 600 et de 1,400 acres respectivement. La bonne réputation des requérants, il recommande qu'on acquiesce à la demande des requérants. 176

20 octobre,
York.

Le même au même (n° 43). Il a transmis une représentation du juge en chef et de deux autres juges du banc du Roi sur l'opportunité de nommer un troisième juge adjoint. Il demande qu'on consulte la réponse de Bathurst en date du 9 avril 1827. Il l'a soumise aux officiers en loi, mais vu la nomination de Willis et vu les événements qui la suivirent, tout cela lui a fait douter de la nécessité de déranger le secrétaire d'Etat en lui faisant part du résultat de la consultation. Il croit que la chose devrait se faire maintenant. Il dit qu'on devrait autoriser la nomination d'un autre juge et il recommande celle de Jonas Jones. Il en avait été empêché par la parenté dont parle une lettre antérieure, mais il a cru malheureux qu'un obstacle insignifiant lui fit mettre de côté les titres sérieux de Jones. 178

Annexées. Opinion de Stephen, qui dit que le gouvernement n'a pas le droit de nommer un troisième juge. Les arguments adverses à l'exis-